



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 12 FÉVRIER 2020**

L'an deux mille vingt , le douze février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, KERLAN Frédéric, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CRENN Jean (pouvoir à MASCLEF Evelyne)
HERROU Monique (pouvoir à MAILFERT Gilles)
JÉZÉQUEL Marc (pouvoir à CORRE Michel)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à BESCOND Yvon)
MOULLEC Yvan (pouvoir à COJEAN Michel)
PAGE Marie-Renée (pouvoir à GODET Nathalie)
ROUBY Solenn (pouvoir à RIOU Michel)

Absents

CANN Joël

Conseil de Communauté du 12 février 2020
Délibération n°DCC2020_006

Objet	Convention de délégation au Syndicat des Eaux du Bas Léon pour l'exercice de la compétence GEMA sur les périmètres des bassins versants de l'Aber Wrac'h et du Quillimadec
Rapporteur	Yvon BESCOND
Service	Services techniques
Thème	GEMAPI

Yvon BESCOND donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Par délibération n°2017-102 du 29 septembre 2017, la Communauté a approuvé le transfert de la compétence GEMAPI et peut exercer cette compétence en direct ou bien la confier par convention, délégation ou transfert à des syndicats, des EPAGE ou des EPTB.

Par délibération n°2018-45 du 11 avril 2018 la Communauté a fait le choix de déléguer la Gestion des Eaux et des Milieux Aquatiques (GEMA) au Syndicat des Eaux du Bas Léon (SEBL), sur le territoire de la communauté concerné par le Sage du Bas Léon.

Le Syndicat des Eaux du Bas Léon, qui doit se voir reconnaître le statut d'EPAGE, réalisera un programme d'actions sur les bassins versants de l'Aber Wrac'h et du Quillimadec pour la période 2020-2025. Les missions liées aux items 1, 2 et 5 pour la GEMA seront formalisées par une convention pluriannuelle, intitulée « convention de délégation de l'exercice de la GEMA sur le périmètre des bassins versants de l'Aber Wrac'h et du Quillimadec ».

Cette convention indiquera les prévisions de travaux 2020-2025 et leur coût estimé, en lien avec la programmation prévisionnelle pluriannuelle 2020-2025 GEMA Aber Wrac'h-Quillimadec et le programme détaillé de l'année 2020.

Chaque année la mise à jour de ce programme d'actions 2020-2025 et la participation financière, feront l'objet d'une validation par voie d'avenant, avant le dépôt de la demande de financement par le SEBL et l'inscription aux budgets prévisionnels pour la Communauté.

Pour l'année 2020, l'engagement financier prévisionnel de la Communauté est, au titre des actions GEMA du Sage du Bas Léon, bassins versants de l'Aber Wrac'h-Quillimadec, de 1 400 €.

Pour rappel, la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI/FP) depuis le 1^{er} janvier 2018, comprend les items suivants de l'article L211-7 du code de l'environnement :

- 1° l'aménagement d'un bassin hydrographique,
- 2° l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- 5° la défense contre les inondations et contre la mer,
- 8° la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que les formations boisées riveraines.

DÉLIBÉRATION :

Vu la loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et l'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République NoTRE,

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier son article L.5216-5-1,
Vu les articles L.211-7 et L.213-12 du code de l'environnement,
Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,
Vu le SDAGE 2016-2021,
Vu le schéma d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE),
Vu le SAGE du Bas Léon,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas et notamment la délibération N°2017-102 du 29 septembre 2017 compétence GEMAPI,
Vu la délibération de la Communauté de communes du Pays de Landerneau Daoulas N°2018-45 du 11 avril 2018 approuvant la délégation de la compétence GEMA au Syndicat des Eaux du Bas Léon (SEBL),
Vu la délibération prise par le conseil de Communauté lors de cette même séance portant sur :

- l'adhésion de la Communauté au Syndicat des Eaux du Bas Léon (SEBL)
- l'approbation des statuts du SEBL
- le transfert de la compétence animation-coordination, item 12 de l'article L 211-7 du code de l'environnement au SEBL,

Vu le projet de convention pluriannuelle 2020-2025.
Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 28 janvier 2020
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 14 janvier 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve :

- la convention pluriannuelle 2020-2025 de délégation de l'exercice de la GEMA sur le périmètre des bassins versants de l'Aber Wrac'h et du Quillimadec définissant les missions exercées et le programme d'actions,
- le montant prévisionnel des dépenses pour 2020 à hauteur de 1 400 €,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention et les avenants à intervenir en approbation des différents programmes annuels.